



## Communiqué de presse

### La société civile envoie ses propositions aux dirigeants européens avant le sommet CE-CELAC

**Bruxelles, le 20 mai 2015.** Le 10 et le 11 juin Bruxelles accueillera le deuxième sommet des chefs d'état et de gouvernement de l'Union Européenne, de l'Amérique latine et des Caraïbes pour une réunion de haut niveau qui réunira 61 dirigeants politiques. A l'occasion de cette rencontre, la société civile des deux régions, représentée par les réseaux CONCORD et la *Mesa de Articulación*, a préparé une [déclaration](#), rendue publique aujourd'hui.

Le document a été envoyé entre autres à la Haute Représentante de la UE pour les Affaires Etrangères, Federica Mogherini et au Commissaire Européen pour la Coopération Internationale et le Développement, Neven Mimica, et inclut une série de **propositions concrètes** en matière d'égalité socio-économique, de durabilité environnementale, de droits de l'homme et de participation citoyenne. La déclaration met en évidence que pour la société civile **les droits de l'homme doivent l'emporter sur les intérêts commerciaux** dans les relations bilatérales UE-CELAC.

Les réseaux Act Alliance EU, Alianza por la solidaridad, Cidse, Cifca, Grupo Sur et Oidhaco, représentant plus de 100 organisations, ont adhéré à cette déclaration qui dénonce l'actuelle asymétrie des relations entre les deux régions en ce qui concerne **l'extraction agressive des ressources naturelles** en territoire latino américain par les entreprises européennes et ce sans tenir compte des impacts sur les droits de l'homme et le développement.

« Ce modèle économique influence négativement l'accès à la terre et la souveraineté alimentaire du peuple latino américain, de même que l'environnement », ont déclaré les associations signataires. Elles notent également que « c'est urgent de développer les processus de contrôle et de transparence des entreprises pour garantir que celles-ci appliquent les processus de consultation préalable et de vérification nécessaire ».

## Traités de Libre Commerce contre Droits de l'Homme

La Communauté Européenne joue un rôle crucial en Amérique Latine, dont elle est le troisième partenaire commercial, mais « les traités de libre commerce (TLC) ont **favorisés les intérêts des entreprises transnationales** au détriment des droits de l'homme », souligne la déclaration. Pour cette raison les réseaux signataires insistent pour que les relations bi-régionales ne soient pas seulement basées sur le libre commerce et la protection des investissements européens.

Parmi les principales propositions de la [déclaration](#) il faut relever la création d'un instrument contraignant qui **régule l'activité des sociétés transnationales** pour garantir qu'elles appliquent les mêmes standards de respect des droits de l'homme à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de la CE.

La Communauté Européenne a déjà signé des accords commerciaux avec le Chili, le Mexique et six pays d'Amérique centrale et un TLC avec la Colombie et le Pérou. Actuellement l'adhésion de l'Équateur à ce dernier est en négociation et les discussions avec Cuba ont été accélérées.

### La protestation sociale, activité à risque.

Actuellement, dans beaucoup de pays latino américains la protestation sociale peut coûter la vie. Devant le rejet de bon nombre des grands projets européens par les populations locales latino américaines, on peut observer une forte **augmentation de la tendance à poursuivre, stigmatiser et criminaliser les activités de contestation sociale**. « Défendre les droits de l'homme en Amérique Latine est de plus en plus dangereux. Rien qu'en Colombie, les assassinats sont passés de 32 en 2010 à 78 en 2013 et au Guatemala, durant la même année, 657 cas d'agressions ont été enregistrées », ont déclaré les organisations signataires, soulignant que **la CE ne peut ignorer** ces graves violations des droits de l'homme.

« La société civile des deux régions doit être prise en compte au moment de prises de décisions qui affectent l'avenir des personnes », affirment les réseaux. Dans ce sens, la déclaration insiste aussi sur la nécessité d'inclure des mécanismes d'évaluation de l'impact des politiques bi-régionales et de la nécessité de s'assurer que les citoyens soient consultés et puissent participer activement. En conclusion, « appui financier, information accessible et transparence sont indispensables pour garantir une participation effective des organisations ».

Les associations qui signent la déclaration espèrent que leur message soit pris en compte et demandent aux dirigeants des deux régions de rester cohérent avec le sujet du sommet : « Façonner notre futur commun : œuvrer pour des sociétés prospères, cohésives et durables pour nos citoyens ».